



Comité Social d'Administration Ministériel

reconvoqué le 27 février 2024

Déclaration liminaire de la CGT

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,
Chers-es camarades,

La situation sociale que nous vivons actuellement est explosive car le Président de la République, son gouvernement, les parlementaires de la majorité et ses alliés sont déconnectés de la réalité de ce que vivent les citoyens de ce pays, au lieu de stigmatiser les citoyens du monde qu'ils appellent étrangers, migrants, termes insupportables qui démontrent le manque d'humanité de cette majorité présidentielle qui cherche à tout prix à jouer sur le terrain de l'extrême-droite, de l'ultra-droite et de la droite extrême.

L'extrême-droite ne se combat pas au regard de son programme mais bien par le progrès social. Actuellement alors que des idées d'extrême-droite sont banalisées dans notre pays, nous vous alertons très fortement sur les dérives qui sont intervenues dans les services avec des propos inacceptables envers un certain nombre d'agents qui ne sont pas du tout protégés par le chef de service car lui-même qui porte des propos discriminants. La CGT attend des actes concrets.

Nous sommes des agents publics qui voulons que l'employeur de la Fonction Publique, le MTECT et les EP protègent les personnels et leur apportent tout le soutien nécessaire, mais aussi des moyens indispensables pour que les missions pour lesquelles elles et ils ont été recruté-e-s puissent se réaliser dans de bonnes conditions avec des salaires permettant de vivre et non de survivre.

La politique agricole mérite mieux que les déclarations de bas étage actuelles : un jour c'est la faute des normes, le lendemain ce sont les contrôles, puis la faute des industriels qui ne respectent la loi EGALIM. Mais, le MTECT en tant qu'employeur MTECT la respecte-t-il sur le bio dans les repas servis dans les restaurants administratifs ou les conventions mis en place avec des prestataires ?

La suspension du plan Écophyto pour se coller avec celui de l'Union Européenne. C'est un recul de protection des agriculteurs et de la population avec des produits dangereux pour la santé de toutes et tous. Contrairement à ce qui est véhiculé dans certains médias, les pesticides tuent, des agriculteurs en ont fait les frais comme aux Antilles avec le chlordécone. Contrairement aux propos du Ministre du MTECT, Christophe BECHU, lors de l'audience qu'il a accordé à la CGT le 13 février dernier, c'est bien une remise en cause du plan Écophyto, quelle protection comptez-vous mettre en place ?

Les récents propos du Président de la République sont insupportables envers les agents publics qui essaient d'exercer leurs missions. Dire qu'il y aura moins de contrôles et qu'ils seront regroupés c'est se tromper de cible car le vrai problème des petits agriculteurs ce ne sont pas les normes et les contrôles mais ce sont bien les lois du marché qui font que la vente de leurs productions agricoles ne leur permettent pas de vivre.

La CGT porte des revendications permettant une véritable transition agricole permettant de vivre sans pesticides pour une meilleure santé ainsi que le respect de vos engagements pour que chaque agent déjeunant dans les restaurants administratifs puisse avoir une nourriture plus saine.

Budget 2024

En ce qui concerne le budget 2024 dont vous n'avez cessé de nous dire que c'était le meilleur depuis fort longtemps dans ce Ministère car 760 ETP supplémentaires étaient annoncés, il vient de tomber avec l'annonce du Ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Économique, Bruno LE MAIRE, de faire des économies de 10 Mds € sur les budgets de nos Ministères dont 700 000 € sur les recrutements, ce qui revient pour le MTECT à faire 2 271 000 000 € en crédits de paiement, comment cela va se traduire. Une chose est sûre vos propos n'étaient que de la communication, aujourd'hui la réalité vous rattrape, tant que vous ne ferez pas participer les plus hauts revenus à l'effort national pour une égalité face à l'impôt cela ne fonctionnera pas.

Rémunération au mérite

Nous nous opposons à la vision du Ministre de la Transformation et de la Fonction Publiques, Stanislas GUERINI, qui veut plus de prime au mérite, de RIFSEEP, contraire à l'égalité de traitement entre agent public qui était inscrite comme fondement dans le statut général. Il veut user de l'insuffisance professionnelle en accélérant la radiation des cadres des agents publics qui ne satisferaient pas à leurs engagements, mais encore une fois le Ministre ne prend pas en compte le manque de moyens qui impactent l'exercice des missions des agents publics, comme le renoncement à revaloriser la valeur du point d'indice indexée sur l'inflation en 2024.

La réforme des PETPE est un autre exemple parmi tant d'autres de ce que subissent les agents. Concernant leur gestion, nous sommes toujours dans l'attente des réponses aux questions que nous avons posé au DRH lors de l'audience bilatérale du 18 janvier dernier, une fois de plus ce sera loin de satisfaire tous les agents de ce corps, alors que la CGT porte l'égalité de traitement une fois de plus avec ceux du versant territorial qui exercent les mêmes missions alors que vous vous débarrassez des agents en poste au MTECT en les envoyant dans les collectivités territoriales.

Loi 3DS - volet routier

Les réseaux et infrastructures sont malmenés par ce Ministère, surtout par la loi 3DS où plus de 1 400 km vont être transférés aux collectivités territoriales, soit 14 conseils départementaux et 2 métropoles, ainsi que 3 régions qui ont demandé une convention d'expérimentation jusqu'en 2030.

En septembre dernier, le DRH, la DMR et le DMR adjoint nous indiquaient que le délai de signature ne poserait pas de problème car le service juridique du Ministère avait certifié que la loi n'imposait aucunement de délai.

Comme expliquer que le groupe Renaissance à l'Assemblée Nationale déposait une proposition de loi afin de revoir la subdélégation qui serait donnée à des fonctionnaires d'Etat car selon eux la loi ne le permettrait pas, et que le groupe Socialiste posait un amendement rallongeant le délai de consultation des régions passant de 8 à 16 mois, malheureusement une proposition de loi votée à une différence de seulement 9 voix Pour. Dans les débats nous noterons que le Ministre délégué aux Transports, Patrice Vergriette, a plus défendu les collectivités territoriales que l'Etat dont il est un des ministres, serait-ce une volonté de ne plus avoir de Ministère des Transports ?!

La CGT vous demande des explications sur la signature des conventions d'expérimentation aux régions, celles signées hors délai seraient-elles remises en cause ?

Nous vous réaffirmons la position de la CGT contre le projet destructeur de l'A69 tant pour les usagers que pour les espaces naturels, pour un gain de temps qui coute très cher au vu des prix du péage qui seraient pratiqués. Il est anti-social, anti-environnemental...

Encore un projet du siècle dernier : le canal Seine Nord Europe.

Les travaux du canal Seine Nord Europe démarrent sans remettre en perspective les études d'opportunité datant de plus de 15 ans. Encore un « projet écocidaire », qui, en plus de ravager la nature, pèserait lourdement sur les finances publiques et fragiliserait un peu plus encore le fret ferroviaire. Les travaux « détruiraient 3 000 hectares de zones agricoles et toucheraient des zones Natura 2000 ». L'alimentation en eau du canal nécessiterait la création d'une retenue d'eau de 14 millions de m³ pompée dans l'Oise. Cet immense réservoir mettrait une pression supplémentaire sur une ressource déjà considérablement menacée. Ce canal concurrencerait le fret ferroviaire, comme l'affirment de nombreuses évaluations indépendantes : 40 % du trafic du canal viendrait du rail et soulagerait de seulement 3 % le volume de marchandises transportées par la route. Ainsi, le canal Seine-Nord Europe fragiliserait surtout le fret ferroviaire, pourtant déjà en manque de financements et moins polluant que le fluvial. Et évidemment, ce ne sont pas les 3 % de camions en moins qui suffiraient à désengorger l'A1 ; cette autoroute étant saturée, à peine cette place libérée, de nouveaux camions prendraient la place laissée vacante.

DIR EST

La CGT a appris qu'un agent et un vacataire ont failli mourir lors de l'exécution de leurs missions de salage à la DIR EST le 21 janvier dernier, où un usager conduisant un véhicule leur a foncé dessus et pris la fuite, heureusement qu'ils étaient deux à bord de l'Engin de Service Hivernal (ESH), mais le vacataire était en compagnonnage, nous vous le redisons que les plans de préventions de l'accidentalité dans les DIR et risques professionnels au MTECT ne sont pas à la hauteur au vu des accidents que nous constatons au quotidien. Le groupe de travail de la FS-M décidé lors de la dernière instance doit être mis en place rapidement et nous sommes dans l'attente du bilan de l'instruction de 2013 dans les DIR car certaines actions ne sont toujours pas mises en application partout.

C'est au vu de la forte dégradation constatée depuis plusieurs années du fait des politiques d'austérités que la CGT appelle avec d'autres organisations syndicales aux 08 mars pour l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, le 19 mars pour une revalorisation significative de la valeur du point d'indice indexée sur l'inflation et l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Mais aussi, la CGT appelle le 25 avril à une action par la grève pour l'amélioration des conditions de travail des agents du pôle ministériel. Surtout pour que nos revendications soient satisfaites en redonnant du sens aux missions que nous devons exercer, avec des recrutements, des conditions de travail améliorées et un salaire permettant de vivre.